

Dossier tabou



« Dossier tabou » de M6 sur l'islam : irruption du réel et retour des censeurs - Par Céline Pina – 30/09/2016

FIGAROVOX/TRIBUNE - Dans l'émission «Dossier tabou» sur M6, Bernard de la Villardière a montré le visage inquiétant de l'islamisme. Céline Pina salue le courage du journaliste, mais dénonce la réaction d'autres médias qui ont crié à l'«islamophobie».

Ancienne conseillère régionale d'Ile-de-France, Céline Pina avait dénoncé, en 2015, le salon de «la femme musulmane» de Pontoise. Elle a récemment publié [Silence Coupable](#) (éditions Kero).

Pour son premier volet, Dossier tabou, diffusée ce mercredi 28 septembre 2016 sur M6, a choisi l'islam. En fait il sera surtout question d'islamisme dans cette émission. Le ton est donné d'emblée par le sous-titre qui accompagne la thématique choisie: « L'échec de la République »

Pour son premier numéro, Bernard de la Villardière a osé... osé montrer les arrière-boutiques pas très propres, pas très nettes d'un soi-disant Islam de France où l'on concocte le détricotage de la République, osé montrer que cet islam de France n'a en fait rien de français, car encore entièrement lié idéologiquement, culturellement et financièrement au monde arabo-musulman. Osé montrer le laxisme aveugle de la bien mal nommée puissance publique: un ministère de l'Intérieur incapable de recenser les mosquées de France, un maire englué dans des pratiques clientélistes et dans le déni, des élus brandissant l'argument du culturel pour mieux financer le cultuel...

Un déni qui favorise la montée de l'emprise de l'islamisme radical sur certains territoires

Tout ce que dénoncent sans relâche les lanceurs d'alerte trouvait ici une cinglante illustration. Il n'était pas question d'y stigmatiser les musulmans dont une récente étude a montré que la plupart d'entre eux étaient intégrés et acceptaient tout à fait les lois de la République, mais de montrer qu'à force de faire le lit aux islamistes, on leur donne un pouvoir d'influence et de prescription qui place des quartiers entiers sous leur coupe et leur permet d'ensemencer de plus en plus de têtes, sous l'œil complaisant de ceux qui devraient incarner, au contraire, les lois et idéaux de notre République.

Oui, il fallait oser faire cette enquête car, depuis quelque temps, tout se passe comme si les médias étaient anesthésiés sur la question de l'Islam, ou pour le moins gênés. Il suffit de voir avec quelle complaisance les chiffres inquiétants de l'étude de l'IFOP sur la situation des musulmans de France ont été exploités sous le doux titre «Un islam de France est possible...» alors qu'on y apprend que presque 28% des musulmans sont pour la charia. Ce n'est pas si souvent que la télévision montre les tristes sires liés à l'islam le plus rigoriste sous leur vrai jour, ce n'est pas si souvent que l'on

voit le salafisme, le wahhabisme avoir pignon sur rue, organiser des conférences où des imams antisémites, homophobes, sexistes défient la République en défendant le séparatisme culturel, le port du voile, la mort pour les homosexuels, la voie des armes, voire la pédophilie. Et ce, sous le regard même des pouvoirs publics. Cette réalité dérange, mais elle existe. Elle n'est pas représentative de tous les musulmans, mais c'est souvent elle qui s'affiche jusqu'en 4X3 dans nos villes de banlieue, c'est elle qui multiplie les manifestations, favorisant la visibilité du versant le plus radical et le plus obscurantiste de l'islam.

Ce n'est pas si souvent que l'on voit combien ces prétendus responsables communautaires savent utiliser la violence des caïds, souvent dealers, avec qui ils se partagent certains territoires. L'agression dont a été victime Bernard de la Villardière fait passer un message subliminal fort: Ici, c'est chez nous ; les maîtres, c'est nous ; L'espace public et la loi, c'est nous.

La mosquée devant laquelle se passe cette scène est tout simplement surnommée «Mosquée Daesh» par la population, qui réclame en vain sa fermeture. Le propriétaire des lieux, Dhaou Meskine, est un homme sulfureux. En 2006, lorsqu'il était secrétaire général du Conseil des imams de France, il a été interpellé avec seize autres personnes dans le cadre d'une enquête sur le financement du terrorisme islamiste.

Le clientélisme et ses ravages illustrés par l'exemple

Ce n'est pas si souvent que la télévision montre comment le clientélisme communautaire d'un maire, ici Stéphane Gatignon à Sevran, mène aux pires atteintes à la laïcité. Alors que dans cette ville, de nombreux gamins sont partis terminer leur jour en kamikase ou en soldat de l'Etat islamique en Syrie ou en Irak, la complaisance du maire va jusqu'à louer pour une somme dérisoire un terrain municipal pour héberger une école coranique sans agrément, qui accueille des enfants que leurs parents, radicaux,

déscolarisent et où les filles sont voilées alors que ce ne sont que de jeunes enfants. Le maire de Bagnolet s'est fait épingleur pour les mêmes raisons et ils ont des émules...

A cet égard, la capitale donne l'exemple. Le centre des cultures islamiques du XVIII^e arrondissement est considéré par les riverains comme une mosquée... A juste titre. On voit l'habileté des responsables communautaires à contourner la loi de 1905 pour mieux encaisser les deniers publics. Ainsi, sous couvert de subvention d'un lieu culturel, la mairie de Paris finance un lieu de culte. Si l'on épluchait la carte d'identité de nombreuses associations soi-disant culturelles subventionnées, on se rendrait compte que ce sont de faux papiers. Beaucoup d'entre elles sont parfaitement culturelles. Et si le citoyen lambda n'y voit que du feu, les élus en revanche savent très bien en réalité de quoi il retourne. Pour avoir voulu tester la réalité du respect de la nature des différents espaces, laïques et sacrés dans le même lieu, le présentateur se fera expulser par le représentant de la mosquée de la partie pourtant officiellement laïque et publique.

Ce n'est pas si souvent que l'on donne la parole à Mohamed Louizi, ancien Frère musulman, ou Soufiane Zitouni, ancien professeur au Lycée Averroès de Lille qui témoignent, par leur vécu, de la progression de l'emprise des frères musulmans sur la communauté musulmane dans certains territoires, avec un seul objectif à la clé: l'islamisation de la France. Tous deux révèlent les véritables objectifs des structures auxquelles ils ont appartenu ; tous deux sont persécutés au quotidien et attaqués en justice pour avoir dénoncé le double langage des islamistes. Enfin David Vallat, jihadiste repenté et auteur de *Terreur de jeunesse*, analyse le prêche d'un prédicateur intégriste et la façon dont il installe un discours de victimisation pour attiser la haine de ses jeunes auditeurs: logique de persécution décrivant la France comme raciste et anti

musulmane, rejet de la société et exacerbation des particularismes religieux pour les amener à revendiquer un séparatisme absolu (même ses fenêtres ne doivent pas donner sur l'habitat d'un «mécréant»), hystérisation des interdits pour mieux les isoler et les vouer à l'exécration de ses voisins et à la haine de ses compatriotes. L'épisode est instructif et pour ceux qui ont eu à affronter ce type de prêcheurs et leurs adeptes, ces éléments de langage sont récurrents...

La violence des réactions de certains journaux face au reportage: une volonté de censure pour générer de l'autocensure alors que les langues se délient?

La réaction face à un tel brûlot ne s'est pas fait attendre et le journal 20 minutes a immédiatement sorti un article pour indiquer dans un raccourci saisissant que cette émission avait « scandalisé » les téléspectateurs... Le procédé du pseudo-journaliste auteur de ce tract militant sous couvert d'« enquête journalistique » est un classique du genre. Il commence à mettre en scène des tweets produits par des dirigeants du FN: David Rachline, Florian Philipot, cite Marion Maréchal-le Pen... Le message: tous ceux qui ne conspuent pas l'émission sont des suppôts de l'extrême droite.

Des milliers de tweets de citoyens anonymes et pas du tout inféodés à l'extrême-droite, qui ont envahi les réseaux sociaux pour dire leur soulagement de voir reconnu ce qu'ils vivent au quotidien et témoigner du caractère emblématique des situations évoquées, il n'est pas fait mention. A croire que quand un hashtag explose tous les records, il ne peut être le fait que la mobilisation des militants frontistes...

Ensuite pour faire croire que l'enquête est exhaustive, d'autres tweets sont produits, très violents envers l'émission, émanant de personnes «anonymes», dont le journaliste ne prend jamais la peine de dire qui elles

sont alors que certaines sont loin d'être anodines ou connues pour leur soutien à l'islamisme: C'est le cas de Madjid Messaoudène, inénarrable élu de St Denis qui pense que les descentes de policiers menées pour arrêter les terroristes des attentats de Paris réfugiés dans sa ville sont stigmatisantes et islamophobes. C'est la reproduction d'un tweet de Christophe Conte, journaliste aux Inrocks, chargé de tirer à vue sur les affreux réactionnaires que sont tous ceux qui refusent le politiquement correct pour assumer leur parole... Tweeter ce qui leur chante est tout à fait du droit de ces personnalités, en revanche présenter comme des lambdas des personnalités du microcosme parisiano-médiatique ou des militants soutenant les islamistes est une faute de la part du journaliste...

Celui-ci d'ailleurs ne s'en tient pas là: quand il parle de la contre-émission initiée à l'occasion par Sihame Assbague et Widad Kefti, présentées comme militantes anti-racistes, il oublie de dire que la première est organisatrice du fameux camp décolonial interdit aux blancs, est une des apologues du «racisme d'état», qui voit dans l'Etat d'urgence la marque non d'une réponse aux attentats mais de la détestation des musulmans et est proches du parti des indigènes de la République. Un parti raciste dont la porte-parole a écrit un livre dont le titre est à lui seul tout un programme: «les blancs, les juifs et nous». Elle y évoque ses allégeances: «J'appartiens à ma famille, à mon clan, à ma race, à l'Algérie, à l'Islam» sa haine des juifs, de la «blanchité» ou de l'homosexualité et n'a jamais été désavouée par aucun militant de l'organisation, vu qu'elle ne fait qu'y diffuser l'idéologie de son mouvement. Quant à Widad Kefti, elle relaie complaisamment les initiatives de Sihame Assbague, dont elle est un des porte-voix. Elle aussi ne voit que par le biais de la race et de la domination de la «caste blanche».

Ces deux identitaires ne valent pas mieux que les personnalités de FN vilipendées plus haut et portent, elles aussi, un projet de société séparatiste,

qui fait de l'appartenance ethnique et confessionnelle le cœur de l'identité des individus. Mais cela ne sera jamais dit par le «journaliste». En effet, pourquoi se soucier de mettre en contexte et de dire d'où parlent les personnes que l'on cite, quand on ne souhaite pas faire un travail d'enquêteur mais servir une cause sans l'assumer. Voilà pourquoi dans un cas on met l'appartenance FN en avant, cela permet de qualifier la personne pour mieux disqualifier sa parole et dans l'autre, on oublie la proximité avec le PIR et on passe sous silence le scandale du camp séparatiste et anti mixité raciale, car ne pas situer permet de crédibiliser. Et pour parfaire le tour de passe passe, on qualifie d'antiracistes, des militantes qui mettent l'appartenance ethnique au dessus de tout, ce qui est la définition même du racisme...

On ne s'étonnera pas également que Libération fasse un éditorial où c'est le journaliste qui devient une «caillera» qui élude la «complexité des problématiques», comme si la loi du plus fort n'était pas une réalité que dénoncent et subissent les habitants de banlieue et qui montre sa réalité ici. Comme s'il n'était pas «chaud» de s'aventurer dans certains quartiers quand on n'y appartient pas, que l'on soit ou non journaliste...

La dérive radical d'un certain islam qui est ici montré n'est pas une invention, elle gagne du terrain. Alors que le reportage parle avant tout de l'influence des islamistes, on le présente comme un reportage sur les musulmans pour mieux le clouer au pilori. L'amalgame n'était pas fait dans l'enquête, mais des critiques fortement idéologisés, elles, le réalisent, alimentant ce qu'elles croient dénoncer et créant un lien indissoluble entre islamistes et musulmans pour créer une censure et provoquer l'autocensure.

Ce qui fait tant peur à certains dans Dossier tabou n'est pas que le reportage soit mauvais, c'est la réalité de ce qu'il décrit et le fait que son succès et son retentissement montre qu'il est plus en phase avec l'expérience et le ressenti des Français que l'article manipulateur et peu déontologique de «20 minutes» et que le discours politique officiel... D'ici

à ce que l'on accuse Bernard de la Villardière de faire le jeu de Front national, parce que quand le réel déplaît, il faut déconsidérer celui qui le montre, il n'y a pas loin. Et si c'était plutôt le déni érigé en leçon de morale qui nourrissait la pourtant résistible ascension de l'extrême droite?

I

UOIF, Frères musulmans, salafisme : le dessous des cartes

Par [Alexandre Devecchio](#) | publié le 05/02/2016

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - A l'occasion de la 9ème Rencontre Annuelle des Musulmans du Nord, Mohamed Louizi, ancien frère musulman, décrypte les liens entre l'UOIF et la confrérie qualifiée dans certains pays d'organisation terroriste

Ex-président des Étudiants musulmans de France (Lille), Mohamed Louizi est ingénieur. Son dernier livre, [Pourquoi j'ai quitté les frères musulmans](#) vient de paraître aux éditions Michalon

PROPOS RECUEILLIS PAR [ALEXANDRE DEVECCHIO](#)

La 9ème Rencontre Annuelle des Musulmans du Nord organisée par l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France) a lieu ce dimanche. Trois orateurs étrangers prêchant ouvertement la haine ont été déprogrammés. Cependant beaucoup dénonce la proximité de l'UOIF avec les Frères musulmans ... Comment définir l'idéologie de ces derniers?

Mohamed Louizi: Hassan Al-Banna, le fondateur des Frères Musulmans avait défini son islam globalisant, son idéologie politique, comme étant, je cite: «une organisation complète qui englobe tous les aspects de la vie. C'est à la fois un état et une nation, ou encore un gouvernement et une communauté. C'est également une morale et une force, ou encore le pardon

et la justice. C'est également une culture et une juridiction, ou encore une science et une magistrature. C'est également une matière et une ressource, ou encore un gain et une richesse. C'est également une lutte dans la voie d'Allah et un appel, ou encore une armée et une pensée. C'est enfin une croyance sincère et une saine adoration. L'islam, c'est tout cela de la même façon»

En 1924, le califat Ottoman, «l'homme malade», avait fini par chuter. Dans l'esprit d'Hassan Al-Banna, ce dernier représentait le symbole politique de l'unité des musulmans face aux occidentaux. En 1928, il décida de créer sa mouvance islamiste, premièrement, pour libérer l'Egypte de la colonisation britannique et lutter par tous moyens contre la présence juive et l'établissement d'Israël en terre sainte des trois monothéistes, et deuxièmement, pour établir un nouveau califat/état islamique mondial et atteindre le «Tamkine» global, qui signifie la suprématie de l'islam frériste sur tous les autres islams et sur toutes les autres religions, et l'application de ses règles juridiques et lois pénales pour gérer les rapports à l'intérieur de la société et avec l'extérieur de ce califat

Ensuite de l'individu, il faut former le foyer musulman, puis le peuple musulman, puis atteindre le gouvernement islamiste, puis établir le califat, puis reconquérir l'Occident puis atteindre le Tamkine planétaire

Théoriquement, dans ses écrits, se rêve est inscrit dans un processus stratégique partant d'abord et essentiellement de l'éducation de l'individu - d'où la priorité accordée aux «jeunes musulmans» par les frères lors de ce 9ème RAMN à Lille, entre autres. Ensuite de l'individu, il faut former le foyer musulman, puis le peuple musulman, puis atteindre le gouvernement islamiste, puis établir le califat, puis reconquérir l'Occident puis atteindre le Tamkine planétaire. Ça paraît fou comme idéologie et projet politique,

mais force est de constater que depuis 1928, cette vision globalisante demeure opérante et présente, non seulement en Egypte, mais partout ailleurs, y compris en France.

La définition que j'ai donnée ci-dessus, est extraite du livre: 20 principes pour comprendre l'islam, formalisés par Hassan Al-Banna, développés par Youssef Al-Qaradawi et traduit en français par Moncef Zenati. Celui-ci est membre du bureau national de l'UOIF, chargé de l'enseignement et de la présentation de l'islam. Pis, ce livre idéologique est enseigné à des jeunes adultes, depuis au moins deux ans à «l'Institut Al-Qods» (Jérusalem), créé par des frères cadres de l'UOIF au CIV (Centre Islamique de Villeneuve d'Ascq) et à la mosquée de Lille-Sud où professe Amar Lasfar. La personne qui s'est chargée de délivrer toutes les semaines ses 20 principes idéologiques à la jeunesse est un professeur, payé par les deniers de l'Etat, au Lycée Averroès.

FigaroVox: Les Frères musulmans sont considérés comme une organisation terroriste dans certains pays. Pourtant lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy a fait de l'UOIF l'un de ses principaux interlocuteurs et a qualifié ce mouvement d' «orthodoxe». Qu'en est-il réellement?

M.L.: Effectivement, les Frères musulmans sont désormais classés comme organisation terroriste par plusieurs pays. Par exemple, l'Arabie Saoudite l'a fait en mars 2014. En novembre de la même année, c'est au tour des Emirats Arabes Unies de classer la mouvance et ses ramifications internationales, y compris l'UOIF, sur sa liste. L'UOIF avait déclaré dans un communiqué publié le 17 novembre 2014 qu'elle «étudie toutes les voies et se réserve le droit d'agir afin d'obtenir réparation», chose qu'elle n'a jamais faite!

De l'autre côté de la Manche, le Premier ministre britannique David Cameron avait prévenu, suite à une enquête très fouillée, dans une lettre

adressée le 17 décembre dernier aux députés, que tout lien avec les Frères musulmans pourrait être considéré comme «un éventuel signe d'extrémisme». Il avait écrit: «Certaines sections des Frères musulmans ont une relation ambiguë à l'extrémisme violent». Il est parti encore plus loin en affirmant qu' «être membre, associé ou influencé par les Frères musulmans devrait être considéré comme un signe d'extrémisme». Depuis, il semblerait que les Frères en Grande-Bretagne sont mis sous surveillance. Le communiqué du ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, publié le 2 février, avertissant l'UOIF au sujet de son 9ème RAMN utilise une terminologie nouvelle et inhabituelle dans le rapport avec l'UOIF, je cite: «totale vigilance», «poursuites immédiates» et «sanctions appropriées». Il me semble que c'est la première fois depuis la création de cette mouvance en 1983 que l'Etat puise ses mots d'un champ lexical très particulier. Quelque chose commence sérieusement à changer dans le rapport entre l'Etat et l'UOIF. Quant au qualificatif «orthodoxe», utilisé par Nicolas Sarkozy avant la création du CFCM, je crois qu'il n'y a que lui qui pourrait, peut-être, le définir. Pour ma part, je comprends cette orthodoxie comme une fidélité absolue à l'idéologie d'Hassan Al-Banna dans sa dimension politique comme dans sa dimension jihadiste

La différence entre les Frères et les autres, c'est une différence de degré et non de nature

FigaroVox: Les Frères musulmans se disent légalistes et non violent...

M.L.: Ce n'est pas vrai. Il n'y a qu'à lire l'intégralité de «l'Epître du jihad», écrite par Hassan Al-Banna que j'ai traduite dans mon essai autobiographique: Pourquoi j'ai quitté les Frères musulman, et qui circule toujours dans des cercles fermés des frères de l'UOIF en France. Son contenu n'a aucune différence avec la matrice idéologique jihadiste de toutes les organisations terroristes: Al-Qaïda, Al-Nosra, Daesh, etc. L'on y trouve, les mêmes textes violents, la même rhétorique jihadiste et les

mêmes préconisations à recourir, par obligation religieuse, à l'usage des armes. La différence entre les Frères et les autres, c'est une différence de degré et non de nature. Il y a ceux, comme les groupes qui usent de la violence maintenant et ici. Les Frères les soutiennent, directement ou indirectement, et peuvent y recourir le moment venu. Je rappelle que l'appel au jihad en Syrie a été lancé, depuis le Caire, le 13 juin 2013, par une coalition composée de Frères musulmans et de salafistes. Le président de l'Egypte à cette époque s'appelait Mohamed Morsi. Les frères actuellement à la tête de la confrérie à l'internationale comme ici en France font parti du courant de Sayyid Qotb, la référence de tous les jihadistes contemporains, qu'il soit frères ou pas.

FigaroVox: Certains évoquent un double discours. Est-ce établi?

M.L.: Lors de l'éclatement de l'affaire qui avait opposé le lycée Averroès à un professeur de philosophie, en février 2015, Amar Lasfar, le président de l'UOIF avait déclaré face à la caméra de France Télévision que l'UOIF n'a aucun lien avec les Frères musulmans. Un an plus tard, presque jour pour jour, Mohamed Karrat, l'un des lieutenants fidèles d'Amar Lasfar et qui est aussi recteur de la mosquée de Villeneuve d'Ascq, cadre responsable de la Ligue Islamique du Nord et professeur au lycée Averroès, a déclaré lors d'un court discours, en français, devant des fidèles, ce vendredi 5 février, que derrière l'attaque qu'a subi le 9ème RAMN prévu à Lille, «c'est l'UOIF qui est visé». Il a dit: «L'UOIF est accusée d'être des Frères musulmans, et ça, personne ne s'en cache. Nous ne cachons pas notre identité. Nous en sommes fiers ...» Ainsi, l'un dit qu'il n'y a pas de lien entre l'UOIF et les Frères musulmans et se permet d'attaquer en justice ses contradicteurs pour diffamation. Un an plus tard, l'UOIF affirme son identité frériste publiquement. Voici un exemple éclatant de ce double-discours presque banal. Je considère qu'au-delà du double discours, il y a un discours «en arabe» et un autre «en français»

Les Frères musulmans s'emploient depuis le début des années 1980, sur le vieux continent à acquérir divers « territoires » privés pour inscrire, dans la durée, leur récit islamiste comme élément du récit national de chaque pays de l'Europe

FigaroVox: Peut-on parler de stratégie globale d'islamisation en France et Europe?

M.L.: Dans tous les pays où se trouvent des Frères musulmans, en Orient comme en Occident, le projet islamiste est le même depuis la création de la mouvance par Hassan Al-Banna en 1928. Il s'agit de rétablir le califat islamique aux frontières historiques, y compris là où l'islam avait une présence en Europe. Ce projet a un nom: le projet Tamkine. Dans le monde arabo-musulman, les expériences de cette mouvance passent par des hauts et des bas. Ils arrivent à percer un temps. Ensuite, ils sont mis en difficulté. Mais ils ne disparaissent pas. Eux-mêmes décrivent leur influence comment étant une succession de phases et de cycles: naissance, puis ascension, puis apogée, puis déclin, puis latence, puis ascension à nouveau et ainsi de suite.

Ici, en Europe et en Occident, les choses se présentent autrement. Car si le monde arabo-musulman est considéré déjà comme un «territoire» acquis. En Occident, cela n'est pas le cas. Les Frères musulmans s'emploient depuis le début des années 1980, sur le vieux continent à acquérir divers «territoires» privés pour inscrire, dans la durée, leur récit islamiste comme élément du récit national de chaque pays de l'Europe. Cette opération s'appelle le «Tawtine». Elle est exécutée par la construction de mosquées-cathédrales, d'acquisitions immobilières diverses et variées, de construction d'établissements scolaires privés, etc. Car sans le «Tawtine», le projet Tamkine ne peut être mené efficacement. Si le Tawtine est l'objectif territorialiste d'une étape, le Tamkine est le but ultime pour que la

loi d'Allah, telle qu'elle est comprise par les idéologues et oulémas des frères, domine l'Europe et l'annexe à l'Etat Islamique tant rêvé par les Frères.

Chakib Benmakhlouf, ex-président de la FOIE (Fédération des Organisations Islamiques en Europe), avait déclaré, dans une interview au journal londonien arabe Asharq Al-Awsat, le 20 mai 2008, je traduis: «Au sein de la FOIE, nous avons un plan d'action, nous avons un plan d'action sur 20 ans; sur le court terme, le moyen et le long terme. Certains événements, malheureusement, se déroulant de temps en temps, influent négativement sur l'avancement de notre action. Certains musulmans se sont vite sentis attirés vers des combats marginaux et cela perturbe notre plan d'action global.»

FigaroVox: Vous accusez l'UOIF d'être «une base de réserviste»...

M.L.: Lorsqu'on lit et analyse l'«Epître du jihad» d'Hassan Al-Banna et les écrits de Sayyid Qotb, notamment son interprétation de la Sourate 8 et 9, entre autres, ainsi que son livre: Jalons sur la route, on déduit une constance idéologique chez les Frères: Le frère musulman, par définition, ne peut être que jihadiste, en opération, ou réserviste caressant le rêve de faire le jihad armé un jour. Lorsqu'il est en stade de réserviste, il doit soutenir par tous les moyens ceux qui partent faire le jihad: par le soutien financier, par le soutien médiatique, par les prêches, par les invocations, etc. Hassan Al-Banna avait construit cette idée fondamentale sur des textes religieux attribués au Prophète Mohammad: «Quiconque meurt sans avoir combattu et sans en avoir jamais eu le désir, meurt sur une branche d'hypocrisie»! C'est plutôt Hassan Al-Banna qui considère les Frères, en général, et l'UOIF en particulier, comme étant une base de réservistes.

FigaroVox: Quelle est la différence entre frères musulmans et salafistes? Un frère musulman est-il forcément un salafiste? Un salafiste forcément un terroriste?

M.L.: Ce que je peux confirmer, c'est que la matrice idéologique salafiste et jihadiste est la même pour les trois cités. Et ce, nonobstant les quelques disparités et variances de langages constatées, par-ci ou par-là. Ceci étant, un frère ne peut être que jihadiste ou réserviste. Le réserviste peut ne jamais porter des armes. Il peut se rendre compte de la supercherie et quitter. Il n'y a pas d'automaticité de passage d'un stade à l'autre. L'humain est imprévisible. Il peut être quiétiste et basculer ensuite dans le jihadisme le plus abjecte. Il peut être jihadiste et se repentir. Mais une chose est sûre: pour rompre avec tout ceci, il faut un traitement des racines de la violence, religieuse ou pas, à la source. L'idéologie des Frères Musulmans ne doit être exclue de cette lutte contre la radicalisation et les facteurs idéologiques qui la sous-tendent

Le projet Tamkine a besoin, en plus d'un territoire, d'une « base » humaine solide. Je fais remarquer le mot « base » veut dire en arabe le mot Qaïda

FigaroVox: Vous avez-vous-même été un «frère» actif parmi les Frères musulmans. Quelles sont leurs méthodes de recrutement et d'embrigadement?

M.L.: Le couple prédateur/proie permet d'assurer l'équilibre des pyramides alimentaires d'un écosystème. Le prédateur choisit sa proie selon des critères dictée par la nature. La pyramide des Frères musulmans, celle décrivant les étapes du Tamkine, a aussi ses «prédateurs» qui sélectionnent leurs proies selon des critères dictés par l'idéologie et par les besoins en

ressources humaines du projet Tamkine global. Chez les Frères musulmans, l'adhérent ne choisit pas l'association. C'est elle, telle une secte obscure, qui le choisit, et ce sont ses anciens membres qui le cooptent au terme d'un parcours initiatique très particulier.

Le projet Tamkine a besoin, en plus d'un territoire, d'une «base» humaine solide. Je fais remarquer le mot «base» veut dire en arabe le mot Qaïda. Il s'agit d'un concept idéologique souvent utilisé dans les écrits de Sayyid Qotb, surtout dans son exégèse des sourates 8 et 9. Le même terme est utilisé par Al-Qaïda pour désigner son organisation terroriste internationale. Selon Sayyid Qotb, la création d'un état islamique sur un quelconque territoire a un préalable éducatif, idéologique et organique majeur. Celui de se constituer, avant toute autre chose, une base humaine solide composée de personnes, frères et sœurs, hautement éduqués et convaincus par l'idée et la nécessité de cette création en étant prêts, à tout moment, à tout sacrifier, y compris leurs vies, pour la concrétiser et la défendre contre vents et marées. Sayyid Qotb cite l'exemple du prophète Mohammed et sa réussite à se constituer à la Mecque une «base» humaine, de compagnons convaincus, avant d'immigrer et de s'établir à Médine, son nouveau territoire pour y instituer le premier état islamique conquérant selon l'interprétation politique de cet idéologue frériste.

Les frères-prédateurs s'emploient à cibler des recrues pour constituer cette «base» solide et ce noyau dur dans chaque pays. Au terme d'une initiation idéologique, durant laquelle les 10 piliers de l'allégeance sont expliqués, à savoir: «la compréhension, la sincérité, l'action, le jihad (armé), le sacrifice, l'obéissance totale, la persistance, la fidélité à l'engagement, la fraternité et la confiance totale placée à l'endroit de la direction et du commandement», le/la candidat(e), répondent au standards idéologique passent à l'étape du serment d'allégeance où il/elle s'engage expressément en répétant l'attestation suivante: «Je m'engage devant Allah, le Tout-Puissant, à observer rigoureusement les dispositions et préceptes de l'islam et de mener le jihad pour défendre sa cause. Je m'engage devant Lui à respecter les conditions de mon allégeance aux Frères musulmans et

accomplir mes devoirs envers notre confrérie. Je m'engage devant Lui à obéir à ses dirigeants dans l'aisance comme dans l'épreuve, autant que je le pourrai, tant que les ordres qui me sont donnés ne m'obligent pas à commettre un péché. J'en atteste allégeance et Allah en est témoin.». Dès lors la nouvelle recrue est missionnée pour œuvrer pour le projet Tamkine, éclairé par la devise mythique de la mouvance: «Allah est notre ultime but, le Messager est notre exemple et guide, le Coran est notre constitution, le jihad est notre voie, mourir dans le sentier d'Allah est notre plus grand espoir»!

FigaroVox: Qu'est-ce qui vous a poussé à rompre?

M.L.: Lorsque j'ai compris que la voie des frères est la voie de deux sabres pour imposer un Coran, j'ai tiré ma révérence et j'ai choisi le chemin apolitique et non-violent de mon grand-père maternelle et de mon père spirituel: Jawdat Saïd, le Ghandi du monde arabe

I

Femmes éprises de liberté

Tunis « Ce sont les femmes qui sont à l'avant-garde de la lutte contre le projet islamiste » **Chérif Ferjani**, professeur de science politique, islamologue :

La femme était alibi sous le régime de Ben Ali dans le combat contre les islamistes, en ce sens où la question féminine était l'un des leitmotiv du discours officiel contre les islamistes. Elle est aujourd'hui, également instrumentalisée par les islamistes pour un discours identitaire, gardienne des valeurs, gardienne des traditions, qui doit transmettre l'identité arabo-musulmane. On est toujours dans l'instrumentalisation de la cause de la femme. Pour les partis de l'opposition, quand on voit les manifestations et les sit-in, la majorité est féminine. Ce sont les femmes qui elles-mêmes font pression sur les partis politiques et qui jouent un rôle en avance par rapport aux partis. Je pense que ce sont les femmes qui sont à l'avant-garde

de la lutte contre le projet islamiste, parce que précisément ce sont elles qui sont les plus exposées. Dans l'opposition aujourd'hui elles jouent un rôle, elles ne sont pas instrumentalisées, elles font pression sur les partis politiques, sur les syndicats, les organisations de la société civile pour qu'ils prennent en charge la cause féminine. Pour rappel, il faut dire que les réformes entreprises au 19^e siècle ont très tôt produit leurs effets au niveau du statut de la femme. Les premières femmes envoyées à l'école sont issues du milieu zeitounien, des grandes familles des théologiens de la Zeitouna ont envoyé leurs filles. Il faut dire aussi que la Tunisie est l'un des rares pays où le mouvement féminin s'est structuré à partir des années 20, sur la base de ses propres revendications. Les femmes n'ont pas accepté qu'on leur dise que maintenant c'est la cause de la libération nationale. Les femmes se sont mobilisées, et quand Bourguiba a été mis en difficulté dans les années 50, à l'intérieur du parti destourien, sous la direction de Salah Ben Youssef, il s'est appuyé sur les secteurs modernes de la société, l'Uggt, l'Union des étudiants, l'union des femmes, en adoptant leur programme. Il ne faut pas oublier qu'elles ont accepté de s'allier avec Bourguiba, pour lui donner l'avantage sur ses adversaires au sein de son propre parti, mais en contre partie, Bourguiba a adopté le programme de l'Uggt sur les aspects sociaux, et des organisations féminines. Bourguiba, il faut le rappeler, dans les années 30, était contre Tahar Haddad qui était contre le port du voile. Bourguiba, était pour. Bourguiba a adopté le programme des organisations féminines parce qu'il était obligé, comme il a adopté le programme de l'Uggt pour créer un courant sur lequel il s'est appuyé pour reprendre la majorité au sein de son parti.

Bien sûr que Bourguiba lui-même a joué un rôle dans la première constituante, et a tenu tête aux théologiens qui défendaient la polygamie. Par ailleurs, je pense que c'est important de dire que les droits humains n'ont aucun sens, si la moitié de l'humanité est exclue du principe d'égalité. Ce qui était le cas en Europe au 19^e siècle. Et dans certains pays même au 20^e siècle. Personnellement, je refuse de parler des droits de l'Homme, je dis les droits humains. Et qu'on arrête de dire que c'est l'homme générique, et que ces droits englobent ceux de la femme.

Maintenant, on ne peut pas, au nom de l'identité culturelle, refuser les droits humains en les attribuant à l'Occident, comme si l'Occident était toujours respectueux de ces droits. Je me souviens d'un texte de Marzouki, alors président de la Ligue des droits de l'Homme, il a écrit au début des années 90, dans la revue El Maghreb, un texte admirable, dans lequel il est dit toutes les concessions faites au nom des identités culturelles,

religieuses... sont une révision à la baisse des droits humains et de la **Déclaration universelle des droits de l'Homme. Regardez Marzouki, où il en est à présent.**

Quant aux femmes islamistes, elles ont défendu la complémentarité. Mais ce n'est pas nouveau, on sait très bien que les femmes ont été le vecteur de transmission des valeurs patriarcales. Mais il faut se dire que pour tous les acquis de la Tunisie, si on ne se mobilise pas, les acquis des droits des femmes, comme tous les autres acquis, au niveau de la création artistique, des libertés, sont menacés, il faut être conscient que rien n'est définitivement acquis. Il y a toujours la possibilité d'un retour de manivelle. **Chérif Ferjani**

[« **Hélas ces femmes islamistes défenderesse de la complémentarité poignent les femmes éprises de liberté dans le dos** » Crab]

I

mercredi 5 octobre 2016

Vous avez dit "mauvais genre" ?

Par [Élisabeth Campagna-Paluch, docteure en Études Féminines, spécialité Sociologie](#)

À la suite de la polémique qui ne cesse d'enfler en France sur la soi-disant « théorie » du genre, depuis quelques années, et de l'intervention récente du pape François, un rappel historique et sociologique me paraît important.

Tout d'abord, il n'existe aucune « théorie » du genre. Ce terme est une construction médiatique et politique à des fins purement électoralistes en cette période pré-présidentielles (et à d'autres moments également).

Le genre n'est pas une théorie, il est une réalité sociale. Le champ de recherche sur le genre est lié à l'histoire et aux études de genre. Il analyse comment les événements historiques ont un impact sur les femmes de manière différente des hommes et comment les différences sexuelles ont été perçues et mises en place dans différents lieux et à différentes époques,

dans l'idée que ces différences sont socialement construites. La question du genre étudie aussi les hommes.

Que ce soit à partir de *Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir (1949) aux travaux historiques récents comme *Histoire de la virilité* d'Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine, Georges Vigarello (2011), en passant par Joan W. Scott, *Gender and the politics of history* (1990), Judith Butler avec le mouvement Queer aux États-Unis (années quatre-vingt-dix), ou encore les travaux d'historiennes et sociologues comme Michelle Perrot, Michèle Riot-Sarcey, Colette Beaune, Françoise Thébaud etc., sans oublier l'anthropologue Margaret Mead, *L'un est l'autre* (1948), les études sur le genre ou *Women's Studies* dans les pays anglo-saxons, ne sont pas un effet de mode mais un travail de recherche transdisciplinaire de longue date.

En 1935, Margaret Mead distingue pour la première fois le rôle social et l'appartenance sexuelle avec la notion de rôle sexué à partir de ses travaux de recherches sur des sociétés anciennes en Océanie, où elle constate une organisation sociale avec les femmes qui travaillent à l'extérieur et les hommes qui restent à la maison pour s'occuper des enfants.

Dans les années cinquante aux États-Unis, le genre est perçu comme une construction sociale et non pas d'origine biologique comme le sexe. C'est le genre qui assigne un sens aux différences sexuelles.

Le genre induit un rôle social suivant le sexe auquel on appartient, qu'on soit un homme ou une femme.

Ainsi, la confusion faite entre genre et sexe me paraît très préjudiciable. Les études sur le genre n'ont jamais prôné de changer le sexe des petits garçons ou des petites filles ?!... comme le prétendent les mouvements intégristes religieux, à des fins idéologiques. Non, les travaux sur le genre et la différence sexuelle ne demandent à personne de devenir homosexuel.le, transgenre ou transsexuel.le... mais ils font le constat d'une diversité dans l'appropriation sociale et genrée que peut faire un individu de son sexe, masculin ou féminin.

Les études sur le genre entrent aussi dans une perspective d'égalité hommes/femmes et c'est sans doute la pierre d'achoppement pour les opposant-es à une soi-disant « théorie » du genre ou plus clairement aux études de genre, et qui défendent autant qu'ils le peuvent les rôles sociaux traditionnels masculin/féminin (cf. les récentes manifestations en France contre « Le mariage pour tous »).

Je déplore le manque de mise en perspective et de sérieux scientifique dans les interventions très médiatisées des uns et des autres qui, visiblement méconnaissent le sujet ou bien s'arrangent pour le détourner idéologiquement. Or, le genre n'est pas une idéologie mais une réalité construite socialement.

Aussi, je suggère à tous ceux et celles qui pensent « mauvais genre » de s'interroger sur leur « mauvaise foi » ...

Élisabeth Campagna-Paluch, Docteure en Études Féminines, spécialité Sociologie, Université Paris VIII-Saint-Denis